

Hommage à nos forces de l'ordre



Je salue le courage et le professionnalisme de nos forces de l'ordre, qui se donnent à 100 % à leur mission de protection des biens et des personnes, malgré les violences, les blessures, les insultes, les agressions et les humiliations subies, malgré le manque cruel de moyens humains et matériels.

Ils sont le dernier rempart de la République quand l'insurrection menace, quand tout part en vrille et que le pouvoir civil est aux abois, comme on l'a vu samedi 1^{er} décembre, quand les plus beaux quartiers de Paris ont été mis à sac et que l'exécutif a vacillé, submergé par le doute.

Je salue leur dévouement au service de la nation et des populations, malgré l'absence de considération et de reconnaissance de la part des politiques, mais aussi de la part de leur hiérarchie toujours prête à les lâcher à la moindre interpellation musclée, comme c'est encore le cas aujourd'hui à Mantes-la-Jolie.

Au moindre incident, un policier est toujours présumé coupable.

À Mantes-la Jolie, les policiers ont fait leur travail. Aucun blessé parmi les élèves et les voyous des cités venus casser du flic. Ordre rétabli, mission accomplie !

Humiliation ? Mais quand un gamin cagoulé de 12 ans insulte les policiers et balance un cocktail Molotov sur une unité qui n'a pas le droit de riposter, qui donc est humilié ? Qui se sent lâchement abandonné par sa hiérarchie et par le pouvoir politique devant ce renversement des valeurs ?

La rue doit-elle être abandonnée aux mineurs délinquants par peur de la bavure ? Par peur des émeutes ?

Assez de jérémiades hypocrites. Quand les bandes des cités déferleront sur les beaux quartiers pour y mettre le feu, ceux qui accablent nos forces de l'ordre et braillent sans arrêt aux violences policières comprendront enfin ce que veulent dire les mots « ordre républicain » et « sécurité publique ».

« Humiliant, injuste, glaçant, inadmissible, vexatoire », la gauche a toujours accablé les policiers. C'est la surenchère pour dénoncer leur travail parfaitement légal à Mantes-la-Jolie. Quand on provoque et harcèle la police, on en assume les conséquences.

Oubliés, les applaudissements de 2015, quand policiers et gendarmes traquaient les terroristes. Oubliées les haies d'honneur aux forces de l'ordre, que la foule remerciait pour leur courage.

Si tant de policiers se suicident, c'est parce qu'ils se sentent abandonnés par le pouvoir. Ils ont besoin de reconnaissance et de respect, comme dans tous les métiers. Tous les métiers ont leur part de noblesse dès lors qu'ils sont exercés avec un professionnalisme exemplaire.

Une démocratie est un assemblage complexe où chaque élément a son importance pour éviter la dislocation de l'ensemble. Il n'y a de cohésion nationale que si chacun respecte l'autre.

N'en déplaise à tous les bouffeurs de flics, les écoles de police et de gendarmerie ne sont pas des écoles du crime et on n'y apprend pas à matraquer à tout va et à tirer dans le tas, comme certains illuminés le laissent entendre. On y enseigne une éthique qui fait défaut à bien des corps de métier.

On n'est pas au Venezuela. La France est encore un État de droit et ses policiers et ses soldats ont le sens de l'honneur et du devoir bien ancré.

La révolte des Gilets jaunes n'est pas seulement une exigence de pouvoir d'achat, mais un besoin d'être respecté par la caste dirigeante. C'est le mépris de la caste dirigeante qui a enflammé la France profonde, pas seulement le prix du gasoil.

Les cocktails Molotov, les jets d'acide, les coups de barre de fer, les projectiles pour tuer, les jets de peinture par des racailles et des casseurs assurés de l'impunité, nos policiers doivent les supporter sans broncher parce que le pouvoir leur interdit de réagir.



Le responsable de cet acte de barbarie méritait la prison à vie.

Par peur de la bavure, encore atteints du syndrome Malik Oussekiné et Rémi Fraisse, les politiques ont totalement désarmé nos policiers, leur interdisant d'intervenir malgré les saccages, les incendies et les pillages perpétrés par des casseurs de l'ultra-gauche et les racailles des cités.

Si on a assisté à tant de scènes de guérilla urbaine, c'est parce que l'ordre de charger et d'interpeller n'est jamais arrivé ou est arrivé trop tard.

Ce matin, il y a eu 10 fois plus d'interpellations que samedi dernier. Les ordres de faire respecter la loi sont enfin arrivés. Ces ordres qui ont fait défaut le 1^{er} décembre.

Mais les violences de rue, c'est aussi la faute d'une justice laxiste de gauche, qui n'a toujours pas compris que l'impunité était porteuse de lendemains tragiques.

Pourtant, le Code pénal est très bien fait. Mais nos juges répugnent à l'appliquer.

Article 322-6. Toute destruction d'un bien appartenant à autrui par incendie ou explosif est passible de 10 ans de prison et 150 000 euros d'amende. Et en groupe, le tarif est de 20 ans de prison !

Quel juge a déjà appliqué cette sentence, alors que des dizaines de milliers de voitures et de biens sont incendiés chaque année ? Aucun.

La justice se contente de simples rappels à la loi, ce qui exaspère et démotive nos policiers.

Ce qui les fait tenir et fait leur force, c'est l'incroyable esprit de corps et la grande camaraderie qui les animent. Sans ce soutien mutuel, ils poseraient casque, bouclier et matraque, avec les conséquences que l'on imagine.

Depuis mai 68, on a laissé se propager la haine des policiers, et ce, au plus niveau.

Souvenons nous de la gauche qui voulait supprimer les CRS en 1981 ! Quelle folie.

Les cocos voulaient même dissoudre la Légion étrangère, la plus prestigieuse formation militaire de notre armée !

Il n'y a plus d'autorité dans les familles, et le pouvoir politique n'a rien trouvé de mieux que de retirer toute autorité aux enseignants et aux forces de l'ordre.

Le résultat est catastrophique. La société est en décomposition et s'ensauvage de jour en jour.

Les casseurs sont le résultat de la démission de l'État à tous les niveaux.

Et si, aujourd'hui, Castaner a mobilisé 89 000 policiers et gendarmes, un tiers de plus que le 1^{er} décembre, c'est uniquement parce que les beaux quartiers et les élites de ce pays ont été gravement menacés dans leur quotidien.

C'est malheureux à dire, mais il aura fallu que l'Arc de Triomphe, une préfecture, un hôtel particulier et des symboles nationaux soient saccagés ou incendiés pour que la caste privilégiée réalise qu'elle n'était plus en sécurité nulle part et que les forces de l'ordre jouaient un rôle essentiel de protection de la société.

D'un seul coup, la bonne société dorée a oublié le cliché du policier agressif et arrogant, qui s'éclate en distribuant des coups de matraque à tout va.

La peur s'est emparée de ceux qui méprisent le petit peuple et notamment les forces de l'ordre qui les protègent. On se barricade dans le cœur de Paris !

Souvenons-nous de Hollande, le pire de tous quand il s'agit d'humilier et de mépriser les policiers.

Dans la demi-heure qui suivait l'hospitalisation du délinquant Théo, il se précipitait à son chevet pendant que des policiers brûlés vifs dans leur voiture n'avaient droit à aucun mot de compassion et encore moins à une visite sur leur lit d'hôpital.

Ignoble ! Il s'est répandu de façon mielleuse devant un délinquant qui avait refusé un simple contrôle de police. Quelle bassesse !

Ce comportement abject d'un président restera une tache indélébile dans son quinquennat. Il est indigne de gouverner et d'être le chef de nos armées.

La France est malade des lâchetés politiques, des renoncements permanents, des faiblesses du pouvoir incapable de restaurer l'autorité de l'État.

Tant que les saccages, les voitures brûlées, les écoles incendiées, les gymnases détruits, tant que les scènes de guérilla urbaine se passent en banlieue, l'État ferme les yeux et achète la paix sociale à coups de milliards.

En banlieue, depuis 2005, la paix sociale, elle passe par les imams. Totalement otages de l'immigration, les politiques en sont réduits à laisser les barbus tisser leur toile et créer des mini-califats qui échappent totalement à la République.

Par peur des émeutes, on ferme les yeux sur les trafics et sur l'expansion du salafisme. Après moi, le déluge ! Drogue, trafic d'armes et prostitution transforment les banlieues en zones mafieuses que les caïds se partagent avec les barbus qui islamisent la jeunesse.

Mais cette lâcheté n'a qu'un temps. Comme l'a dit Gérard Collomb, tout va exploser avant 5 ans.

Rappelons aussi qu'en 5 ans, 93 policiers et gendarmes sont morts en service.

Mais la presse de gauche à 99 % n'a parlé que de ce pauvre Théo ! L'enquête a blanchi les policiers mais on attend les excuses de Hollande et des journalistes qui ont sali l'institution.

En 2017, il y a eu 18 316 blessés.

La même année, 68 policiers et gendarmes se sont suicidés et 2018 sera une année noire.

Depuis 2011, on dénombre 491 suicides.

« **Un bon flic est un flic crevé** », a-t-on pu entendre cette semaine, sur le modèle de la célèbre phrase du général Sheridan : « Un bon Indien est un Indien mort ».

Les casseurs sont là pour tuer et ils le disent ouvertement.

Aujourd'hui, à la mi-journée, il semblerait que les violences soient contenues et que les forces de l'ordre, enfin libérées de leur posture statique suicidaire, aient repris la main en agissant en amont et en interpellant la racaille au plus tôt.

Leur efficacité mérite notre admiration et notre reconnaissance.

J'ajoute que gendarmes et policiers sauvent des vies dans leur tâche quotidienne, au plus proche de la population.

Je terminerai en soulignant aussi le fantastique travail de nos pompiers, dont les 4/5 sont des volontaires.

Aimés de la population et moins soumis aux violences que les policiers, ils accomplissent également leur mission avec courage et dévouement, assurant en moyenne près de 1 400 interventions par jour.

Le 1^{er} décembre, c'est dans des conditions extrêmes qu'ils ont dû éteindre des centaines de foyers dans un climat de guerre civile. Merci à eux.

Jacques Guillemain